

CTA 31 mars 2016

LES RETOUCHES ANNONCÉES PAR VALLS NE CHANGENT RIEN RETRAIT DU PROJET DE LOI TRAVAIL

Disons-le clairement, les annonces faites par le 1^{er} Ministre le 14 mars, à l'issue d'une pseudo concertation avec les organisations syndicales ne changent rien.

Qui peut se satisfaire des modifications apportées au projet de loi ? Le passage d'un barème obligatoire à un barème indicatif concernant les indemnités de licenciement signifie

le retour à la proposition de loi Macron pour limiter les risques financiers pris par les employeurs lorsqu'ils licencient. Quant à la réécriture annoncée du texte sur les licenciements économiques, n'ayons pas d'illusion, il s'agit juste d'un repoudrage sans effet réel. La politique du gouvernement n'a pas changé le 14 mars, celui-ci entend toujours faciliter les licenciements et satisfaire les demandes du patronat. Son seul véritable objectif était d'annoncer des « mesurètes » pour obtenir le soutien de la CFDT et de la CFTC. Voilà qui est fait.

Un projet de loi qui transforme le code du travail en simple code de bonne conduite des entreprises !



L'article 2 du projet de loi est clair : il s'agit de réécrire totalement

le code du travail d'ici deux ans afin que celui-ci repose sur les 61 principes du rapport Badinter. Il ne s'agit pas de rendre le code du travail plus lisible comme on l'entend parfois dans les médias, mais de limiter son contenu à quelques grands principes.

Ce que le gouvernement oublie de dire clairement c'est qu'il ne prévoit aucune sanction pour les employeurs en cas de non-respect de ces grands principes. Pourquoi ? Parce que la mise en œuvre de ces grands principes dépendrait d'accords de branches et / ou d'accords d'entreprises.

Aujourd'hui, par exemple, le dépassement de la durée maximale du travail expose un employeur à une amende de 750 € par infraction. Demain, avec un temps de travail défini par accord collectif, il ne sera plus possible de sanctionner les employeurs délinquants : impunité !

C'est la fin du code du travail tel que nous le connaissons avec des règles précises applicables sur l'ensemble du territoire national, dans toutes les branches professionnelles, applicables en grande partie quel que soit le niveau d'effectif et un système de sanction associé. Le projet Hollande – Valls – El Khomri – Gattaz détruit ce socle commun en

généralisant le principe selon lequel les accords collectifs, de branches ou d'entreprises peuvent déroger au code du travail de manière défavorable aux salariés. Ainsi la loi ne sera plus la même pour tous, fini le principe d'égalité de notre république.



TOUS EN GREVE LE 31 MARS

MANIFESTATION - ROUEN 10h30 Cours Clémenceau

Des négociations collectives sans pression du patronat ?

Gouvernement, patronat et syndicats dits « réformistes » cherchent à nous faire croire que la négociation collective, branche par branche, entreprise par entreprise, établissement par établissement serait la solution pour obtenir à la fois le maintien des emplois et des garanties collectives de haut niveau.

C'est oublier que ces négociations **ne sont jamais loyales** avec un patronat qui n'hésite pas à menacer de la fermeture d'un site pour exiger la signature d'un accord supprimant des acquis et étendant la flexibilité, **on ne négocie rien en position de faiblesse !** Cette pression existe à tous les niveaux, du salarié à qui on met la pression pour signer un avenant à son contrat, au délégué syndical pour signer un accord sur le temps de travail et même au niveau des négociations nationales interprofessionnelles comme l'atteste les textos que Gattaz a envoyé à la CFE CGC. Les travailleurs ne peuvent qu'être perdants avec des accords qui peuvent déroger défavorablement au code du travail.

Edifiant !!!

Il y a des SMS que Pierre Gattaz (MEDEF) préférerait ne pas voir publier. Le site des Echos a dévoilé les messages que le patron du MEDEF aurait envoyés à la présidente de la CFE-CGC.

« *L'attitude de la CGC est incompréhensible et nuisible. Vous avez déjà planté la loi MDS (Modernisation du dialogue social). Vous n'allez pas nous planter la loi MEK (Myriam El Khomri) »*

Puis il ajoute : « *Si vous persistez dans cette attitude "CGTiste" sur cette loi, le Medef en tirera toutes les conséquences sur nos discussions en cours »*

Et il se fait plus précis : « *Ce que je veux dire c'est que nous (ne) vous soutiendrons plus dans votre combat pour les cadres si vous plantez la loi MEK »*

Réécriture complète du code du travail, inversion de la hiérarchie des normes, assouplissement de la durée du travail, extension de la modulation, baisse de la majoration des heures supplémentaires, licenciements économiques facilités, transformation du rôle de la médecine du travail... les raisons de nous mobiliser contre ce texte ne manquent pas. Comment approuver un texte fait sans concertation et qui nous ramènent au 19ème siècle !

Le gouvernement est fragilisé par le succès de la mobilisation du 9 mars avec 500 000 manifestants dans la rue. Il craint désormais un mouvement généralisé des travailleurs et de la jeunesse. Nous devons en profiter pour le faire reculer et gagner sur nos revendications !

Les politiques mises en œuvre ces dernières années ont eu pour résultats :

- De faire travailler ceux qui ont un emploi plus longtemps pour obtenir le droit de partir à la retraite empêchant ainsi aux jeunes de rentrer sur le marché du travail
- De faciliter les licenciements économiques de ceux qui ne supportent plus leurs conditions de travail (inaptitude, rupture conventionnelle...) sans parler du harcèlement moral et chantage à l'emploi !
- De supprimer des milliers de postes, dans le privé comme dans le secteur public.

C'est TOUS ENSEMBLE par la grève, par les manifestations que nous gagnerons

Diminuer la durée du travail en imposant les embauches correspondantes, interdire les licenciements et les suppressions de postes, abroger les lois retardant l'âge de la retraite permettrait la création de centaines de milliers d'emplois en CDI ou sous statut pour nos jeunes.

Nous mettons toutes nos forces pour réussir le 31 mars, jour où nous appelons tous les salariés, du privé, du public à être massivement en grève pour bloquer la production et à rejoindre les jeunes et retraités dans les manifestations.

Le 31 mars : TOUS EN GREVE ! MANIFESTATION à ROUEN

10h 30 Cours Clémenceau

Assemblée générale à l'issue de la manifestation

- ✓ Faciliter les licenciements et précariser les salariés
- ✓ Interdire les licenciements, renforcer les droits des travailleurs
- ✓ Renforcer la flexibilité, mettre en cause la hiérarchie des normes
- ✓ Diminuer la durée du travail et augmenter les salaires

C'EST NON !
C'EST OUI !
C'EST NON !
C'EST OUI !

Ce projet n'est ni amendable, ni négociable,